

i.A.22.14.7.3.-CB/BRS

Bern, den 23. Oktober 1989
VERTRAULICHInformations hebdomadaires 43/89

<u>Index:</u>	<u>Page</u>
1) Offizieller Arbeitsbesuch der isländischen Präsidentin Vigdis Finnbogadottir in Bern, 17. Oktober 1989, Zusammenfassung der Gespräche	2
2) Rencontre informelle Président de la Confédération Delamuraz (D.) avec le Chancelier Vranitzky (V.)	4
3) Visite Président Delamuraz à Luxembourg: Signature de l'accord assurances Suisse/CEE et rencontre bilatérale	7
4) Voyage au Mexique du Chef du Département: Volet bilatéral	8
5) Procès-verbal des entretiens du Chef du Département, avec James A. Baker, Secrétaire d'Etat à Washington, le 10 octobre 1989	10
6) Procès-verbal des entretiens du Conseiller fédéral René Felber avec M. Robert Kimmitt, Washington, le 10 octobre 1989	14
7) Sitzung der High Level Steering Group (HLSG) EFTA-Länder/EG-Kommission (EGK) vom 19./20. Oktober in Brüssel	18
8) Besprechung Botschafter Rüegg mit AM Botha (B) und dessen Kabinettschef Evans (E) in Zürich, 16. Oktober 1989	20
9) Bilaterale Gespräche Botschafter A. Rüegg in Mexico, 10. Oktober 1989	22
10) Gespräche von Botschafter Jenö C.A. Staehelin mit Curtis Kamman, stellvertr. Assistenzsekretär im SD, zuständig für Osteuropa	23
11) Visite de l'Ambassadeur P.-L. Girard au Guatemala (10-12.10.1989) et à Washington (16-18.10.1989)	25
12) Konsultation Schweiz - Internationaler Währungsfonds (IWF) zur "Erweiterten Strukturanpassungsfazilität" ("ESAF")	28



Offizieller Arbeitsbesuch der isländischen Präsidentin
Vigdís Finnbogadóttir in Bern, 17. Oktober 1989
Zusammenfassung der Gespräche

Unter dem Vorsitz von Bundespräsident Delamuraz und im Beisein von Bundesrat Felber fanden am 17. Oktober 1989 bilaterale Gespräche mit einer isländischen Delegation statt, welche von Staatspräsidentin Vigdís Finnbogadóttir angeführt wurde und der auch der isländische Aussenminister Jon B. Hannibalsson angehörte. Hauptgesprächsthemen waren der europäische Integrationsprozess und die Beziehungen zwischen EG und EFTA - für Island besonders bedeutsam, da das Land gegenwärtig das EFTA-Präsidium innehat - sowie die Entwicklungen in Osteuropa und Möglichkeiten westlicher Hilfe an reformfreudige Länder.

Im Integrationsbereich stellen beide Delegationen fest, dass die gegenwärtige Phase für die Zukunft der Ausgestaltung des europäischen Wirtschaftsraumes essentiell sei. Es gehe darum, dass die EFTA-Länder gegenüber der EG als gleichberechtigte Partner auftreten und vor der Inangriffnahme von Verhandlungen genau abklären, was unter "acquis communautaire" eigentlich verstanden werde. Eine Satellisierung durch die EG sei abzulehnen und den steigenden Forderungen der EG sei mit klarer Ausarbeitung aller möglichen Optionen zu begegnen. Island sieht Ende 1991 als Zeitpunkt des Verhandlungsabschlusses mit der EG, was eine parallele Entwicklung zum europäischen Wirtschaftsraum ermögliche: Innere Ausgestaltung der EG und gleichzeitig Klären der wichtigen strukturellen und juristischen Fragen in bezug auf die Ausgestaltung eines europäischen Wirtschaftsraumes. In der Beurteilung der Chancen einer zufriedenstellenden Lösung dieser Probleme ist Island eher optimistisch, während die Schweiz feststellt, die EG versuche die EFTA-Länder auseinanderzudividieren. Im übrigen bestehe das Dilemma, dass man einer-

seits das Momentum in der gegenwärtigen Annäherung nicht unbenutzt vorübergehen lassen dürfe, um nicht zuviel Zeit zu verlieren, dass aber andererseits die Gefahr bestehe, dass man zuwenig gut vorbereitet in die Verhandlungen steige. Island ist der festen Ansicht, dass im Grunde die EFTA besser vorbereitet sei als die EG, da diese mit den Schwierigkeiten ihrer inneren Ausgestaltung stark absorbiert sei.

Uebereinstimmung herrscht in den wichtigsten Aspekten der Beurteilung der Entwicklung in Osteuropa und den Möglichkeiten westlicher Hilfe für reformfreudige Staaten. Bundesrat Felber gibt eine kurze Zusammenfassung der vom Bundesrat in Aussicht genommenen Massnahmen, die er am 15. November diskutieren und anschliessend mit einer Botschaft ans Parlament leiten möchte, damit dieses im Dringlichkeitsverfahren in der Frühjahrssession 1990 die verlangten Mittel gutheissen kann. Hilfe möchte die Schweiz in den Bereichen Kultur und Wissenschaften, Ausbildung, Umweltschutz, Nahrungsmittel, Schuldenkonsolidierung und wirtschaftlicher Restrukturierung leisten. Beide Delegationen betonen die Notwendigkeit rascher Hilfe, damit die Reformbewegungen nicht durch die wirtschaftliche Misere wieder in Frage gestellt werden. Island ist besonders daran interessiert, dass die EFTA zu einer gemeinsamen Position in bezug auf die Annäherungsversuche von Polen und Ungarn findet.

Rencontre informelle Président de la Confédération Delamuraz (D.) avec le Chancelier Vranitzky (V.).

(voir aussi "Informations hebdomadaires rapides")

Samedi 14 octobre 1989, D. s'est entretenu en Thurgovie avec le Chancelier autrichien Vranitzky. Cette rencontre informelle avait été organisée dans la perspective de la réunion d'automne des ministres des pays de l'AELE qui aura lieu le 27 octobre prochain à Genève. Les échanges de vues ont porté principalement sur le problème de l'intégration européenne. La question des transports, la situation en Europe de l'Est et nos relations bilatérales en général ont également été abordées.

Pour V., toute l'opération du Suivi de Bruxelles répondait à l'origine à la préoccupation des Douze de vouloir être tranquilles pour réaliser le marché intérieur. Il convenait dès lors de donner quelque chose aux pays de l'AELE afin que ceux-ci soient occupés de leur côté, un peu comme le gardien de but dans un match de football qui tire le plus loin possible de sa cage pour ne pas être inquiété. Depuis lors, plusieurs mois ont passé et des progrès substantiels ont été faits au cours de ce qu'il convient plus d'appeler des discussions exploratoires plutôt que de réelles négociations avec la CE. Ces discussions exploratoires doivent d'ailleurs se poursuivre ces prochains temps et V. doute fortement qu'on puisse aller beaucoup plus loin pour le moment. La réunion du 27 octobre devra en tenir compte de même que celle du 19 décembre à Bruxelles avec la CE. Mais il est important de préserver le bon climat qui a prévalu jusqu'à aujourd'hui. S'agissant de l'acquis communautaire, la situation de l'Autriche est un peu particulière vu sa demande d'adhésion, mais elle est d'accord avec la nécessité d'éclaircir ce que l'on peut considérer comme essentiel dans ce contexte. Il convient également de régler la question du négociateur de l'AELE. La CE voudrait avoir en face d'elle un négociateur unique, ce qui semble peu réaliste. Aux yeux de V., la solution consisterait plutôt à assurer une présence de tous les pays de l'AELE, à la table de

négociations, tout en s'exprimant d'une seule voix. Il s'agira donc ici d'harmoniser nos positions afin de trouver un mode de représentation suffisamment crédible aux yeux des pays de l'AELE. Il existe aussi bien chez Delors que chez Mitterrand une volonté politique de réaliser la grande Europe, une Europe qui ne soit pas une forteresse limitée au simple cadre communautaire. Or aujourd'hui, selon V., ce sont les Français qui donnent le ton dans la CE. Il s'agira donc, pour les pays de l'AELE (pas pour l'Autriche qui est candidate), de tenir compte de cette disposition lorsqu'ils poseront leurs conditions.

D'une manière générale, V. s'est montré très compréhensif à l'égard des positions suisses dans le domaine du Suivi de Bruxelles. Le grand réalisme dont fait preuve le Chancelier autrichien à ce sujet permet peut-être de penser qu'effectivement l'Autriche tient à sauvegarder le sérieux de sa demande d'adhésion. Un intérêt trop marqué pour une solution globale entre la CE et les pays de l'AELE risquerait en effet d'être interprété à Bruxelles comme le signe que l'Autriche peut se satisfaire d'autre chose que l'adhésion.

En ce qui concerne les transports, l'Autriche n'entend pas revenir sur les mesures qu'elle vient d'adopter. C'est ainsi que les camions qui dépassent un certain niveau de bruit ne peuvent plus circuler de nuit. Tout au plus est-on prêt à Vienne à envisager une négociation sur le transport des denrées périssables. Ces mesures ne sont pas définitives, mais visent à favoriser la production de camions moins bruyants. L'Autriche de son côté améliorera le revêtement de ses routes. Il n'a pas été question, enfin, d'autres mesures unilatérales qui pourraient être prises dans ce contexte.

- 6 -

Pour ce qui est de la situation en URSS, l'incertitude quant à la réussite des efforts de Gorbatchev persiste. Il manque cruellement de gens pour réaliser les idées développées par les responsables politiques. Un exemple concret illustre ce phénomène: en Ukraine, les céréales poussent normalement. Mais 20 % de la récolte est perdue lors du transport dans les silos, car les camions affectés à cette tâche ont des espaces vides dans les bords. Et il est très difficile de faire changer cela! La question hongroise a été abordée sous l'angle de l'AELE, car le Président de ce pays a fait part à V. de son intention de s'en rapprocher. Il est important de procéder à une analyse complète de cette question, car le Président hongrois entend également aborder ce sujet lors de son prochain séjour en février à Davos. Dans ce contexte V a parfois le sentiment que les pays de l'Est verraient avec intérêt l'entrée de l'Autriche dans la CE car cela leur permettrait, selon eux, d'entrer plus facilement dans l'AELE. Mais ce serait pour ces pays se bercer d'illusions que de considérer l'AELE comme l'antichambre de la CE.

Abordant enfin nos relations bilatérales en général, V. a relevé qu'il n'y avait pas de problème particulier nécessitant d'être traité à ce niveau. Il s'est félicité de la consistance prise ces derniers temps par ces relations, une consistance qui trouve toute son importance dans le cadre de l'AELE où la composante nordique doit être contrebalancée par un haut degré de compréhension au niveau des pays d'Europe centrale. A cet égard aussi, la rencontre de ce jour fut particulièrement utile.

Visite Président Delamuraz à Luxembourg:

Signature de l'accord assurances Suisse/CEE et rencontre bilatérale

Le Président de la Confédération, Monsieur J.-P. Delamuraz, et le Secrétaire d'Etat, Monsieur Franz Blankart, ont signé, le 10 octobre 1989, à Luxembourg l'accord avec la Communauté sur les assurances. Du côté communautaire, l'accord fut signé par la Présidente du Conseil, Mme Edith Cresson, et le Vice-Président de la Commission, Sir Leon Brittan.

Cet accord bilatéral et sectoriel, qui a vu le jour après seize ans d'âpres négociations, aurait pu être présenté comme un anachronisme à une époque où la Communauté cherche à définir avec les pays de l'AELE une approche multilatérale et globale. Il n'en fut rien. Tant Mme Cresson que M. Brittan ont qualifié cet instrument conventionnel comme "exemple du type de relations que la Communauté souhaite développer avec ses partenaires européens". Les deux orateurs ont en particulier souligné l'importance de l'article 39 qui est considéré comme une innovation juridique faisant oeuvre de pionnier.

Ce bref voyage au Luxembourg a également permis au Président de la Confédération d'avoir toute une série de contacts bilatéraux avec les plus hautes autorités de ce pays: le Grand-Duc Jean, tout d'abord, lors d'une audience privée, le Premier ministre Jacques Santer et le Ministre des Affaires étrangères Jacques Poos, ensuite, au cours d'un déjeuner. Les relations entre la Suisse et le Luxembourg sont excellentes. Cela est dû certainement aux analogies que l'on découvre lorsqu'on compare les deux pays, tant sur le plan géographique qu'économique (bonnes performances, plein emploi, forte main-d'oeuvre étrangère, importance du secteur des services, etc.); cela est dû aussi aux relations étroites qui existent entre la Suisse et les dirigeants luxembourgeois, ces derniers ayant souvent par exemple passés par des universités de notre pays.

Seule ombre à ce tableau idyllique, la question de la conclusion d'un accord de double imposition avec le Luxembourg qui a bien entendu été soulevée par nos interlocuteurs. Les autorités de ce pays s'étant heurtées à un refus de notre part alors qu'ils sont demandeurs depuis longtemps ont de la peine à accepter que le Luxembourg soit le seul membre de la CE avec lequel la Suisse n'a pas conclu un tel accord. Ils entendent dès lors placer ce problème dans le contexte global des relations entre la CE et la Suisse. A cet égard, les conversations d'experts prévues les 24 et 25 octobre prochain à Luxembourg revêtent une importance certaine.

Voyage au Mexique du Chef du Département:
Volet bilatéral

Dans le volet bilatéral de son voyage au Mexique, BRF a eu deux entretiens, l'un avec le MAE Solana (S), l'autre avec M. Serra-Puche (P), ministre du commerce et du développement industriel.

Selon S, la confiance envers l'économie mexicaine commence seulement à être restaurée et les investissements étrangers à revenir. L'inflation qui était de 180% en 1987 atteint 18% aujourd'hui et doit encore être réduite de moitié. BRF a exprimé la confiance et le soutien que notre pays apporte au Mexique; il a exposé à son interlocuteur l'état de notre dossier concernant l'EEE et les problèmes que nous pose l'intégration. Il a aussi évoqué notre politique envers l'Europe de l'Est, notamment envers la Hongrie et la Pologne. Le cas particulier des deux Allemagnes a également été mentionné.

S a, pour sa part, relevé l'amélioration des relations de son pays, qu'il a qualifiées d'excellentes, avec la nouvelle administration américaine. En revanche, l'Amérique centrale continue d'être au centre des préoccupations mexicaines. L'amélioration politique au Nicaragua ne doit pas faire oublier une économie dévastée. Le président du Salvador, malgré sa position d'extrême droite, semble agir pour l'instant avec un certain pragmatisme. Au Panama, S a jugé la situation insoluble aussi longtemps que Noriega serait là.

Au cours d'un déjeuner, il a encore remercié la Suisse pour l'aide efficace qu'elle a apportée à la ville de Mexico au lendemain du tremblement de terre de 1984.

Le ministre Serra-Puche (P) s'est félicité des bonnes relations bilatérales. Il a fait état des réserves de son pays envers l'accord de libre-échange Canada-Etats-Unis qui pourrait privilégier

le commerce entre deux puissances industrielles au détriment du Mexique. Son pays ne tient pourtant pas à faire partie de cette communauté nord-américaine et préfère garder ses options ouvertes. La réalisation du marché unique européen suscite le même genre de préoccupation. Il a souligné notamment le risque pour le Mexique de perdre des marchés qu'il serait par la suite difficile de reconquérir. La parade est basée sur une double action, soit au niveau d'accords bilatéraux et au niveau d'accords sur la protection des investissements pour stimuler, à terme, l'exportation mexicaine (vers le marché américain).

BRF a exposé la position de la Suisse envers la Communauté et la profonde imbrication de fait de notre économie dans celle du Marché commun. Il a souligné aussi l'instrument essentiel que constitue le GATT pour notre pays, comme contrepoids à l'intégration et ouverture vers les pays tiers.

P ne voit pas dans la Communauté une forteresse délibérément voulue mais il craint que le dynamisme interne de cet ensemble n'entraîne une "trade diversion".

BRF a conclu en soulignant que l'intérêt de notre pays pour le marché mexicain, dont il relève les potentialités, s'inscrivait précisément dans notre volonté de maintenir une politique économique universaliste.

Les entretiens se sont déroulés dans une atmosphère très amicale. On a pu observer aussi bien chez S que chez P une volonté déterminée de sortir leur pays de ses difficultés actuelles, la certitude d'être engagés sur le bon chemin et la conviction de pouvoir réussir.

pro c e s - v e r b a l

des entretiens du chef du departement
federal des affaires etrangeres, le conseiller
federal rene felber, avec le secretaire d'etat
des etats-unis d'amerique, james a. baker III,
a washington, le 10 octobre 1989

s.e. baker : les etats-unis apprecient hautement la maniere
dont la suisse a traite la demande d'adhesion aux
conventions de geneve presentee par l'olp. la suisse a
pris la bonne decision et a mene une action
courageuse. les etats-unis, par ailleurs, travaillent
beaucoup a amener le debut d'un dialogue entre
palestiniens et israeliens.

brf : nous nous sommes penches serieusement sur cette
question, avec, entre autres, vos services juridiques
et l'ambassadeur gildenhorn, et vous remercions
d'avoir accepte notre solution. chose etonnante, cette
derniere contente tout le monde, y compris l'olp.

nous suivons avec attention vos efforts pour trouver
une solution au conflit palestinien. nous allons
rencontrer dans deux semaines les mae des autres pays
neutres d'europe. connaissant l'engagement de la suede
et du ministre andersson, nous aimerions savoir ce que
vous souhaiteriez que les neutres puissent faire dans
ce contexte.

m. baker : merci de nous le demander. je me suis entretenu

par telephone recemment avec les mae israelien et
egyptien, dans le but d'amener les palestiniens et les
israeliens a s'asseoir a une meme table et pour
discuter des modalites des elections dans les
territoires occupes. tout ce que vous pourriez faire
pour les amener a s'asseoir ainsi serait apprecie. le
point crucial est que les israeliens ne veulent pas
s'asseoir en face de l'olp. il s'agit donc de
concocter une liste de palestiniens acceptables qui ne
reprresenteraient pas ouvertement la seule olp. nous
faisons quelques progres dans ce domaine mais il n'est
pas sur encore que nous parvenions a nos fins. du fait
du gouvernement de coalition en israel, il est
difficile d'avancer vite. comme il n'y a pas de
probleme politique plus important en israel, celui-ci
se prete a la confrontation.

nous souhaiterions que vous vous assuriez que les pays
neutres soutiennent ces efforts. il n'est pas realiste
de s'imaginer que les israeliens accepteront une
conference internationale sur la palestine. nous
cherchons neanmoins a amener un dialogue. une fois que
des delegations se retrouveront a la meme table, on
peut esperer quelques progres. ceci malgre les
nombreux premiers obstacles a surmonter, tels que la
qualite des representants palestiniens, l'ordre du
jour, les arrangements transitoires a adopter apres
des elections, les mecanismes de mise en place du
processus... la suede a jusqu'ici joue un role
important. elle est ainsi largement responsable de
l'accession de l'olp a son statut actuel.

brf : reitere notre disponibilite a accueillir sur notre territoire une rencontre : si ceci devait agreer aux parties, que les etats-unis nous fassent signe.

m. baker : nous apprecions cette attitude tout comme nous vous remercions de la representation de nos interets a teheran. nous apprecions egalement vos efforts dans la lutte contre le terrorisme. il faut noter que l'iran et la libye utilisent leurs ambassades a l'etranger pour planifier leurs activites terroristes.

brf : nous n'avons pas d'indications incriminant la representation iranienne a berne, mais nous avons surpris la mission iranienne a geneve qui se livrait a des activites contre les emigres iraniens. nous avons procede a des expulsions mais nous ne sommes pas surs que la mission iranienne ne recommencera pas.

m. baker : la libye utilise aussi ses missions comme bases de terrorisme.

brf : les questions europeennes sont pour nous en suisse globalement les plus importantes et preoccupent quotidiennement le gouvernement et la population. nous assistons a une integration de l'ouest accompagnee d'une desintegration de l'est.

m. baker : a la suite du sommet economique de cette annee, quelqu'un a correctement remarque que c'est la premiere fois que les sept n'ont pas eu a s'occuper de la menace du communisme, mais bien de sa disparition.

brf : nous ne voulons pas adherer a la communaute europeenne, en raison principalement de notre neutralite, notre federalisme et notre democratie directe. notre position au coeur de l'europe nous amene cependant a cooperer a l'integration europeenne. avec l'aele, nous voulons participer a l'elaboration de l'espace economique europeen. a condition de ne pas perdre notre "treaty making power", nous voulons oeuvrer a la formation d'un groupe homogene entre la ce et l'aele. nous ne songeons pas a une association a

la ce, mais nous cherchons de nouveaux instruments de cooperation, tels que des sommets ministeriels. actuellement, nous subissons une tres forte pression de la ce qui veut nous faire accepter l'acquis communautaire. nous nous battons beaucoup au gatt dans le cadre de l'uruguay round pour que l'europe reste ouverte, et nous nous considerons comme une plateforme liberale pour des pays tiers qui pourraient avoir des relations avec l'europe a travers nous. nous ne songeons pas la aux etats-unis mais plutot a des pays de taille plus modeste.

m. baker : nos vues sur l'integration europeenne ne sont pas bien differentes ; nous applaudissons a l'integration, a condition que l'europe demeure ouverte. 1992 nous a rendu d'abord nerveux. nos contacts avec la commission europeenne nous ont entre-temps satisfaits, mais nous ne pouvons qu'etre preoccupes par la directive europeenne sur les emissions de television.

brf : la suisse est prete a appuyer les efforts visant au changement de structures a l'est. nous allons ainsi participer activement aux efforts des 24. nous voudrions souligner que nous sommes egalement a la disposition des etats-unis, avec les autres neutres, pour accomplir des interventions politiques en faveur de la democratie a l'est. car si la pologne et la hongrie reussissent leur transformation, elles apporteront un soutien tangible a la position de gorbatchev.

m. baker : le president bush vient d'annoncer des contributions supplementaires pour la pologne et la hongrie de dlr. 200 mio. il s'agit essentiellement d'assistance immediate de nature alimentaire, d'entente avec le groupe des 24. les japonais sont par ailleurs prêts a cooperer dans ce sens et les secretares du commerce et de l'agriculture se rendront tres probablement bientot au japon a ce sujet. le facteur temps est primordial. nous devons agir vite. la democratie sera jugee a l'est a l'aune de la reussite de ces pays.

nos conversations avec le ministre chevardnadze a wyoming ont beaucoup porte sur la question des reformes en europe de l'est. l'union sovietique a ecarte le recours a la force. de l'aveu de chevardnadze, l'utilisation de la force signifierait la faillite de la perestroika. mais ces pays doivent demeurer membres du pacte de varsovie - et du comecon. ils ont en revanche toute latitude de s'acheminer vers un pluralisme politique et une economie de marche. en union sovietique meme, chevardnadze admet que les problemes a resoudre sont immenses, mais la perestroika reussira, selon lui, et le pouvoir actuel rejette le recours a la force pour combattre la dissidence pacifique. il en va differemment des confrontations interethniques en armenie et en azerbaïdjan ou la force pourrait etre employee si necessaire. chevardnadze a cite les problemes de l'union sovietique, par ordre d'importance, comme etant le nationalisme, les problemes economiques et la resistance bureaucratique au changement.

nous avons eu pour la première fois de longues discussions sur des problèmes économiques. Les soviétiques veulent des conseils techniques, car ils n'ont pas la moindre idée de comment parvenir à une économie de marché. Ils se rendent compte en revanche qu'ils ont besoin d'atteindre la convertibilité du rouble, et de changer leur système de fixation des prix.

Les relations américano-soviétiques sont en passe d'évoluer de la compétition vers le dialogue puis vers la coopération. Nous pensons qu'une telle évolution

peut se poursuivre, à condition que les soviétiques n'emploient pas la force en Europe de l'est.

Des progrès substantiels ont été accomplis à Wyoming dans toute la gamme du contrôle des armements. Le traité sur les essais nucléaires passera bientôt au congrès pour ratification, et nous avons progressé dans les négociations stratégiques.

brf : nous sommes soumis à une pression populaire pour aider l'est européen, mais nous devons garder la tête froide. Il s'agit d'agir, mais à bon escient, en gardant notre esprit critique.

m. baker : nous avons le même problème, et n'avons pas l'intention de commettre les mêmes erreurs que dans les années 70. nous voulons aussi travailler de pair avec les institutions financières internationales.

brf : remet une copie de l'invitation adressée par le président de la confédération au président bush. Il n'y a jamais eu dans l'histoire de nos relations une visite d'un président des états-unis en suisse. nous souhaiterions que le président bush puisse se rendre chez nous l'année prochaine à l'occasion d'un déplacement en Europe.

s.e. baker : voilà bien une omission que nous devrions corriger.

p r o c e s - v e r b a l

des entretiens du chef du department federal
des affaires etrangeres, le conseiller federal
rene felber, avec le sous-secretaire d'etat
pour les affaires politiques des etats-unis
d'amerique, m. robert kimmitt,
a washington, le 10 octobre 1989

brf : en matiere d'operations de maintien de la paix,
l'action de la suisse en namibie est un geste
politique bien compris par notre population. en tout,
ce sont plus de 1'000 ressortissants suisses qui
auront ete engages en namibie. ce n'est qu'une
premiere action plus spectaculaire que par le passe.
je ne veux plus a l'avenir que l'on se satisfasse de
simples contributions financieres ou de mises a
disposition d'avions.

r. kimmitt : nous apprecions l'action suisse en namibie.

elle constitue un exemple de ce qui pourrait etre fait
ailleurs. nous esperons qu'il puisse en aller de meme
en afghanistan. mais il faudra pour cela encore un
certain temps. le secretaire general des nations-unies
se montre actif dans ce domaine. nous avons aussi
longuement aborde l'afghanistan a wyoming. nous
recherchons une solution politique et non pas
militaire. l'obstacle est aujourd'hui constitue par le
gouvernement najibullah. un partage du pouvoir avec
najibullah est inacceptable pour la resistance. les
sovietiques croient y voir une precondition
americaine: ce n'est pas le cas, c'est une condition
posee par la resistance. pour notre part, nous ne
sommes pas en faveur d'un regime qui menace l'union
sovietique. les afghans n'ont pas de tradition
democratique ou de gouvernement central fort. mais
nous pouvons aider a entamer ce processus.

brf : nous ne pensons pas que la solution puisse passer par
les sept groupes de peshawar. nous songeons plutot a
une solution passant par l'ex-roi. les groupes de
resistance internes ont ete negliges jusqu'a
maintenant et ceci doit etre corrige. mais l'ex-roi ne
paraît pas tres motive.

r. kimmitt : nous soutenons un gouvernement interimaire,
mais precisement en tant que solution interimaire.
tout en travaillant avec ce gouvernement, nous
n'hesitons pas a travailler avec les chefs de la
resistance et l'ex-roi.

brf : acceptez-vous l'analyse selon laquelle nous nous
sommes tous trompes sur la chute du regime najibullah?
la resistance interne paraît presque plus proche de
najibullah que des sept de peshawar.

r. kimmitt : il n'y a pas de doutes que nous avons peche par optimisme sur le temps qu'il faudrait a najibullah pour disparaître. mais s'il est plus stable qu'il n'y paraissait, cela est du aux dlr. 250 mio. verses mensuellement par l'union sovietique en afghanistan. nous ne pensons pas que la resistance interieure soit plus proche de najibullah que des sept de peshawar. najibullah cherche certes a attirer a lui des chefs de la resistance, mais ceux qui le suivent sont tres peu nombreux. personne ne croit que le gouvernement central peut battre la resistance. nous assistons a une situation de pat, qui neanmoins graduellement tournera a l'avantage de la resistance, au fur et a mesure qu'elle s'adaptera. si l'union sovietique a besoin de stabilite en afghanistan, elle n'y parviendra pas sur les champs de bataille.

brf : nous sommes prêts a recevoir une jerga, mais il paraît encore difficile de la composer, et une aide des nations-unies semble la necessaire.

r. kimmitt : nous n'avons pas d'indications menant a croire qu'un nombre significatif d'afghans se déplaceraient en arabie seoudite ou en suisse pour une telle reunion, si najibullah est encore de la partie. l'afghanistan a besoin d'un systeme gouvernemental plus proche du modele suisse que du modele americain, qui tienne compte de larges autonomies regionales.

brf : notre disponibilite traditionnelle signifie aussi en l'espece que nous sommes prêts a ecouter un signe sur la maniere dont nous pourrions etre utiles.

r. kimmitt : nous partageons des valeurs communes. vous etes seuls juges de l'attitude que doit adopter la suisse. mais le moment venu, nous aimerions pouvoir parler ouvertement de tels sujets avec vous.

brf : nous representons vos interets a cuba. nous sommes interesses par votre attitude envers ce pays. notre ambassadeur a la havanne se montre preoccupé par le retour de l'ile au castrisme pur et dur. serait-il imaginable que les etats-unis accomplissent un geste dans leurs relations avec cuba, pour inviter cette derniere a plus d'ouverture ?

r. kimmitt : nous voyons quelques elements positifs a cuba. les cubains ont procede a un retrait de leurs troupes en angola, et annoncent un retrait d'ethiopie. ils ont aussi exprime un desir de cooperer dans la lutte contre la drogue. mais nous savons par ailleurs que castro demeure implique dans le trafic de drogue, malgre les proces de type staliniste qu'il a organises pour condamner certains de ses lieutenants. cuba continue, par ailleurs, a envoyer de grosses quantites d'armes au nicaragua.

nous aimerions améliorer les relations entre cuba et les états-unis, mais au vu de l'histoire, et de la communauté cubaine émigrée chez nous, il est difficile d'aller rapidement de l'avant. nous n'avons pas l'intention de resserrer les sanctions, au contraire, nous avons allégé certaines restrictions, ainsi dans le domaine des émissions de télévision. si cuba voulait améliorer ses relations avec nous, nous nous sommes montrés jusqu'ici assez conciliants pour qu'ils puissent emboîter le pas.

brf : pour nous, cuba revêt une importance stratégique plus régionale que globale. nous n'avons que très peu de relations économiques avec l'île et l'échec de l'ouverture dans le domaine de la coopération touristique est aujourd'hui consommé.

r. kimmitt : les soviétiques sont sans doute en train de réviser l'aide économique qu'ils allouent à cuba. ils y versent dlr. 8 mia. par an, 2 au nicaragua, 3 en afghanistan et encore dlr. 1/2 mia. au cambodge. vu les lenteurs des progrès de la perestroïka, ils ne peuvent plus se permettre de telles dépenses...

nous nous montrons également conciliants à l'égard de l'iran. nous avons conduit le procès du tribunal de la naye d'une manière non-politique, et avons reconnu que l'argent leur appartient. le président bush a inclus dans son discours d'inauguration une phrase modératrice sur l'iran, ce qui est significatif quand on pense au nombre de problèmes qui n'y ont pas été mentionnés. à beaucoup d'occasions aussi, nous aurions pu nous montrer plus durs que ce ne fut le cas. nous ne devons pas nous montrer pressés. il apparaît à certains signes que les iraniens comprendront petit à petit qu'ils ont plus d'intérêts à se rapprocher de l'ouest que des soviétiques.

nous apprécions vos efforts dans le domaine du blanchiment d'argent sale et votre participation au groupe de travail institué par les sept. toute action prise dans ce domaine aide non seulement à combattre le trafic de drogue, mais aussi le terrorisme. le sous-secrétaire du trésor américain est maintenant au japon pour discuter de ces questions.

brf : nous aimerions vous demander de nous rendre un service politique : nous avons soumis une loi sur le blanchiment d'argent au parlement. ceci également après avoir pris contact avec votre administration. notre pays n'est pas le seul passage obligé pour l'argent sale, mais nous constatons que l'ensemble de la critique se tourne contre nous. si cette loi est acceptée et si elle vous paraît être un instrument utile, nous aimerions que vous le fassiez savoir clairement.

r. kimmitt : selon le jugement que nous serons amenés à porter sur votre loi, nous le ferons. mais bien sûr pas tant que le processus est en cours. nous devons demeurer en contact à ce sujet.

quel est l'avis de vos ambassadeurs en Amérique latine sur la situation de la drogue dans ces pays ?

brf : tous posent la question des mesures que les pays consommateurs sauront prendre chez eux. ils se demandent aussi par quoi remplacer la production dans les pays dont on l'extirperait, la colombie par exemple. pour eviter que la production se deplace simplement vers des pays plus accueillants, il faut lutter en aval dans les pays consommateurs.

r. kirmitt : lorsque le president bush a annonce sa strategie de lutte contre le trafic de la drogue, il a certes annonce des depenses de dlr. 8 mia. a l'etranger, mais aussi de dlr. 10 mia. a l'interieur du pays. il y a la un effort important du cote de la demande qui est envisage. plus sera fait en matiere d'education, ainsi que de repression. nous reconnaissons que l'offre se déplacera geographiquement tant que la demande subsistera. sur le front exterieur, nous nous concentrons pour l'instant sur la bolivie, le perou et la colombie. nous prevoyons plusieurs centaines de millions de dollars d'assistance economique pour contrebalancer les effets negatifs de la chute du trafic de la drogue. la volonte des gouvernements locaux est tres importante et nous sommes impressionnes par la fermete du president barco.

la suisse apporte-t-elle dans ce domaine une quelconque assistance a la colombie ?

brf : en plus de la cooperation au developpement que nous y pratiquons depuis un certain temps, nous avons envoye un expert de police de zurich specialise dans la lutte contre le trafic de la drogue.

**Sitzung der High Level Steering Group (HLSG)
EFTA-Länder/EG-Kommission (EGK) vom 19. und 20. Oktober in Brüssel**

Diese (vorläufig) letzte Sitzung der HLSG konzentrierte sich auf die Aushandlung eines Textes, der die wichtigsten Ergebnisse des im Frühjahr eingeleiteten informellen Dialogs über die Möglichkeiten einer erweiterten und strukturierteren Partnerschaft zwischen EG und EFTA-Ländern festhält. Er endet mit der etwas ambitiösen Feststellung, die beidseitigen Standpunkte mit Bezug auf Inhalt und Form eines künftigen Abkommens seien nun ausreichend geklärt. Die zweite gemeinsame Ministerkonferenz EG/EFTA-Länder vom 19. Dezember 1989 wird auf der Grundlage der über die letzten Monate erarbeiteten Unterlagen über das weitere Vorgehen entscheiden. Die EFTA-Länder werden am 27. Oktober anlässlich eines informellen Ministertreffens in Genf eine Lagebeurteilung vornehmen und über die Botschaft, welche sie mit Blick auf den 19. Dezember an die EG richten wollen, entscheiden.

1. Die HLSG stellt fest, dass die relevante EG-Binnenmarktgesetzgebung in der einen oder anderen Form in ein künftiges Abkommen über den Europäischen Wirtschaftsraum (EWR) aufgenommen werden muss, wenn das Ziel der weitestgehenden Verwirklichung der vier Freiheiten zwischen EG und EFTA-Ländern erreicht werden soll. Was "relevant" ist, bleibt gemeinsam zu identifizieren. Die HLSG betrachtet es als nicht realistisch, eine EWR-weite gemeinsame Agrarpolitik anzustreben. Die EGK hält, im Sinne einer einseitigen Stellungnahme, aber fest, dass sie verbesserte Marktzugangsmöglichkeiten für Landwirtschaftsprodukte als wichtigen Teil eines globalen Verhandlungspaketes ansieht. Die EFTA-Länder, in einer starken einseitigen Stellungnahme unter Verweis auf die besondere Lage einzelner EFTA-Länder, unterstreichen, dass Sondervereinbarungen auf dem Gebiet der Freizügigkeit für Personen eine Vorbedingung für jegliche Verhandlungen darstellen.
2. Mit Bezug auf die zentrale institutionelle Frage gemeinsamer Entscheidvorbereitungs- und Entscheidverfahren für künftige im EWR anwendbare Vorschriften anerkennt die HLSG als Ziel, dass am Ende eines durch gegenseitige Osmose geprägten Entscheidvorbereitungsverfahrens eine im Konsens verabschiedete gemeinsame Entscheidung

stehen sollte. Die EGK bestätigte ihren eindeutigen Vorzug für eine EWR-Organisation, die auf zwei sogenannten Säulen, EG einerseits, EFTA andererseits, aufbaut. Die EFTA-Länder unterstreichen in einer einseitigen Stellungnahme, dass für sie ein echter gemeinsamer Entscheidmechanismus die Grundvoraussetzung für die politische Akzeptanz eines umfassenden EWR-Abkommens darstellt.

Die EGK-Delegation stand unter dem Vorsitz von Generaldirektor Krenzler, die EFTA-Delegation leitete der isländische Unterstaatssekretär Hafstein. Chef der schweizerischen Delegation war Staatssekretär F. Blankart.

- 20 -

Besprechung Botschafter Rüegg mit AM Botha (B) und dessen Kabinettschef Evans (E) in Zuerich, 16.10.1989

B traf von Nizza herkommend im Transit nach Johannesburg in Zuerich ein. Er hatte in Frankreich soeben intensive Gespraechе mit Praesident Mobutu (M), UNITA-Chef Savimbi (S) Unterstaatssekretaer Cohen (C) betreffend die Zukunft Angolas gefuehrt. Nach seiner Ankunft in Johannesburg wird er mit dem angolischen Aussenminister van Dunem zusammentreffen, sowie mit Praesident Chissano ueber eine Regelung Maputo-Renamo diskutieren.

Zu Angola bemerkte B folgendes: Die bestehenden Schwierigkeiten beruhen vornehmlich auf einer Vertrauenskrise zwischen M und S. S beschuldigt M des Doppelspiels und fuehlt sich von ihm hintergangen. Gleichzeitig komplizieren persoenliche Rivalitaeten und Neid zwischen afrikanischen Staatschefs den Gang der Dinge: der zambische Praesident Kaunda (K) ist frustriert, weil er nicht aktiver in die Friedensprozesse in Namibia und Angola eingeschaltet worden ist, der Praesident der Elfenbeinkueste Houphouet-Boigny (HB) neidet M dessen Vermittlerrolle und versucht mit Unterstuetzung K's die Verhandlungen von Gbadolite nach Yamoussoukro zu verlegen.

B hatte vogaengig seiner Gespraechе in Nizza Kontakte mit K und HB, um dieselben von weiteren "Intrigen" abzuhalten. Anschliessend bemuehte er sich darum, das Vertrauen zwischen S und M wiederherzustellen. Schliesslich ging es B darum, S zu ueberzeugen, dass er mit M's Unterstuetzung nun konsequent ein "cease-fire" mit Luanda "without preconditions" anstreben solle. C doppelte nach und beeinflusste S im selben Sinne.

- 21 -

B aeussert sich vertrauensvoll, dass das Resultat all dieser Gespraechе konstruktiv war, dass S und M wieder miteinander sprechen und dass S nunmehr bereit sei zu "talks about talks" mit Luanda. Er betont, dass Pretoria alles daran setze, einen gueltigen Waffenstillstand in Angola zu erreichen. Weder B noch E schliessen jedoch aus, dass es unter den Verhandlungspartnern erneut zu Vertrauenskrisen kommen kann, und dass erneute "Rettungsuebungen" seitens Suedafrikas noetig werden.

Bezueglich Mozambique bemerkte B, dass sich der kenyanische Staatschef Moi an Suedafrika gewandt habe mit der Bitte, zwischen Renamo und Maputo zu vermitteln. Pretoria wird diese Rolle mit bestem Wissen und Gewissen uebernehmen. Erste Annaeherungsversuche haben stattgefunden. Auch in diesem Fall geht es B darum, ein "cease-fire" in Mozambique und die Bereitschaft beider Seiten, ohne Vorbedingungen miteinander zu sprechen (talks about talks) moeglich zu machen.

B wuerde es begruessen, wenn S in der Schweiz auf hohem Niveau empfangen werden koennte. Die Schweiz koennte ihrerseits Druck auf S ausueben zugunsten einer politischen Loesung des Angola-Konfliktes.

Fazit des Gespraeches mit B: Die Suedafrikanische Diplomatie ist aktiv. Pretoria steht mit einer gewissen Zahl fuehrender Staatsoberhaeupter und Persoenlichkeiten Schwarzafrikas in direktem Kontakt und versucht, mit deren Unterstuetzung mehr und mehr eine fuehrende Rolle im australafrikanischen Krisenmanagement zu uebernehmen.

Bilaterale Gespräche Botschafter A. Rüegg in Mexico, 10.10.1989

In Ergänzung zu den Gesprächen des Departementschefs vom 6.10.89 hatte der Chef der Politischen Abteilung II einige bilaterale Kontakte mit hohen Beamten des mexikanischen Aussenministerium am 10.10.89. Rüegg traf insbesondere Vizeausserminister Rozental, Generaldirektor Europa Joubanc, Direktor Zentral-Amerika Cuevas sowie Direktor für UNO-Flüchtlingsfragen Ruiz-Cabanas. Die Besprechungen drehten sich um die mexikanische Aussenpolitik generell, Mexikos Stellung innerhalb der lateinamerikanischen Staatengemeinschaft, Zentralamerika inklusive Flüchtlingsfragen, Kuba und die regionale Zusammenarbeit. Wohltuend wirkte die nüchterne Betrachtungsweise der mexikanischen Gesprächspartner, die zu der früher üblichen, etwas demagogischen Rhetorik der mexikanischen Regierungen wesentlich Distanz nehmen. Mexiko hat sich nach wie vor prioritär auf interne Fragen zu konzentrieren. Nach aussen sucht es Ausgleich und Stabilität, die mexikanische Diplomatie stellt sich in den Dienst politischer Lösungen und Entspannung, ohne jedoch den Schein des "Interventionismus" zu erwecken oder regionale Vormachtinteressen zu verteidigen. Contadora ist überlebt, dafür begrüsst man Esquipulas und Tela und vertraut auf die Zusammenarbeit im Rahmen der Gruppe der Acht (bzw. Sieben). Ebenfalls beglückwünscht sich Mexiko zu den verbesserten Beziehungen mit Washington, bedauert andererseits, dass eine Annäherung USA-Kuba nach wie vor blockiert bleibt.

Gespräch von Botschafter Jenö C.A. Staehelin mit Curtis Kamman,
stellvertr. Assistenzsekretär im SD, zuständig für Osteuropa

Botschafter Staehelin (SIN) benutzte seinen Aufenthalt in Washington für ein Gespräch mit C. Kamman (KAM), der innerhalb des SD die Unterstützungsmassnahmen (man vermeidet im SD das Wort "Hilfe") für Polen und Ungarn koordiniert.

Ausgehend von der Kritik, die an den bisherigen Massnahmen der Administration von demokratischer Seite geübt wurde, ruft KAM kurz die Entstehungsgeschichte des ursprünglichen Pakets in Erinnerung. Als Präsident Bush im April Polen und Ungarn besuchte, ging es darum, die politisch-verbale Unterstützung für Walesa und "Solidarität" mit einem beschränkten finanziellen Engagement zu unterstreichen. Niemand erwartete im Frühjahr, dass "Solidarität" bereits im August die Regierung stellen würde, eine Entwicklung, welche die Situation grundlegend verändert hat. Für weiterreichende Unterstützungsmassnahmen zugunsten von Polen musste die Administration vorerst die konkreten Bedürfnisse und Vorstellungen der neuen Regierung kennen. Aufgrund relativ detaillierter Angaben aus Warschau hat Präsident Bush nun ein weiteres Paket beschlossen, das der Kritik der Legislative teilweise Rechnung trägt, aber nicht alle Vorschläge des Kapitols berücksichtigt. Neben zusätzlicher Nahrungshilfe will Washington Polen im Rahmen einer internationalen Stabilisierungshilfe für den Zloty im Umfang von 1 Mia. Dollars 200 Mio. Dollars als G e s c h e n k gewähren. Es wäre nach KAM der Wunsch der USA, dass sich andere Länder an dieser Hilfe gleichermassen beteiligen würden (BRD und Japan ebenfalls mit je 200 Mio. Dollars; GB und F entsprechend ihren Möglichkeiten weniger; von der Schweiz, Schweden und Oesterreich erwarten die USA ebenfalls einige 10 Mio. Dollars). Im weiteren beabsichtigt die Administration, Polen in den Genuss des GSP kommen zu lassen, was jedoch auf amerikanischer Seite eine Gesetzesänderung bedingt, die zügig in die Wege geleitet werden soll.

Bezüglich U n g a r n präsentiert sich die Situation nach KAM anders. Ungarn braucht keine Geschenke, aber einen gesicherten Zugang zum amerikanischen Markt und klare Zeichen, dass es neben und wegen Polen nicht vergessen wird. GSP für Ungarn ist beschlossen und wird innerhalb von 30 Tagen gewährt werden können, da das diesbezügliche amerikanische Gesetz bereits vor zwei Jahren geändert worden war. Demnächst soll Ungarn auch in den Genuss des MFN-Treatments kommen, und zudem sollen Lieferungen nach Ungarn bei der Eximbank versichert werden können.

Ein Koordinator für die westlichen Unterstützungsmassnahmen scheint KAM nicht notwendig. Ungarn und Polen können ihre Bedürfnisse identifizieren und formulieren, wie der von der polnischen Regierung vorgelegte Finanz-Reformplan beweist. Der Koordinator könnte versucht sein, mindestens teilweise die Rolle der jeweiligen Regierung zu übernehmen, d.h. sich in die inneren Angelegenheiten des begünstigten Landes einzumischen, was die ganze Operation komplizieren würde.

Visite de l'Ambassadeur P.-L. Girard au Guatemala (10-12.10.1989)
et à Washington (16-18.10.1989)

Saisissant l'occasion de sa participation à la Conférence régionale des Ambassadeurs (6-9.10.1989 à Mexico sous la présidence du Conseiller fédéral R. Felber), l'Ambassadeur Girard (Gi) a effectué une visite bilatérale à Guatemala et rencontré les responsables des institutions internationales de développement à Washington.

A **Guatemala**, Gi s'est entretenu notamment avec le Vice-Président de la République, le Ministre des finances, le Vice-Ministre des AE, le Président de la Banque Centrale, le Président de l'Institut national d'électrification et le Sous-Secrétaire général du Conseil national de planification économique. Il a également eu des échanges de vues avec les représentants de la communauté économique et financière, en particulier suisse. Cette visite, qui a coïncidé avec d'importants changements à la tête du gouvernement (préparation des élections de novembre 1990), a également permis de prendre le pouls de la situation économique du pays et d'approfondir le dialogue concernant divers projets de coopération bilatérale. Pour ce qui est de la politique économique gouvernementale, cette dernière commence à porter ses fruits. Les ajustements mis en oeuvre avec l'appui du FMI ont permis des résultats appréciables, notamment en termes de croissance. Reflétant un climat de confiance accrue du secteur privé, les investissements ont repris et les exportations de produits non-traditionnels connaissent un essor réjouissant. L'endettement extérieur reste dans des proportions supportables et les principaux indicateurs économiques sont plutôt positifs. Le pays reste cependant vulnérable et dépendant de facteurs extérieurs. Les richesses étant inégalement réparties, le risque d'explosion sociale est toujours élevé et il est urgent que le gouvernement puisse progresser également dans ce domaine. Au plan bilatéral, Gi a pu se renseigner sur la procédure d'approbation parlementaire concernant un crédit mixte de 35 millions de francs - procédure arrivée à terme le dernier jour de la visite après un blocage de plus d'un an - et examiner sur place diverses options pour

l'engagement de ces fonds. Il a par ailleurs poursuivi la discussion en cours relative à la conclusion d'un accord de protection des investissements, discussion achoppant en particulier à la question du libre transfert et de ses modalités d'application en cas de pénurie de devises.

A **Washington**, la visite se situait dans le cadre des échanges de vues réguliers avec les institutions de Bretton Woods, les banques régionales de développement ainsi que les autorités nord-américaines compétentes en la matière. Avec le Président Conable et les Vice-Présidents Stern et Jaycox de la Banque mondiale, Gi a procédé à un tour d'horizon de la coopération entre la Suisse et le groupe de la BM, cela également dans la perspective d'une possible adhésion de notre pays. Il a en particulier confirmé l'intention du Conseil fédéral d'apporter une contribution adéquate, sous forme de co-financements, à la 9ème reconstitution des fonds de l'IDA, compte tenu de ses activités prioritaires en faveur des pays les plus pauvres. L'entretien avec le Vice-Président Ryrie de l'International Finance Corporation, a permis à Gi de relever les résultats de ladite organisation, répondant à la nouvelle orientation de la politique économique des pays en développement. Gi a pu informer son interlocuteur de la procédure en cours en Suisse relative à la diminution du droit de timbre et à la suppression de l'impôt anticipé sur les opérations d'emprunts de l'IFC sur le marché suisse. Ces ajustements mettraient l'institution sur un pied d'égalité avec la BIRD et la BEI. A l'encontre du Vice-Président Terasawa de la MIGA, Gi a exprimé ses préoccupations au sujet de la lenteur qui caractérise l'engagement de la nouvelle institution dans les opérations concrètes de garanties. La Suisse attache en effet le plus grand prix à une activité fructueuse de la MIGA, seule filiale du groupe de la BM dont notre pays est membre. L'importance de l'agence est d'autant plus grande que l'attitude des PVD à l'égard des investissements privés se trouve en pleine mutation, procédant d'une stratégie d'intégration à l'économie mondiale de plus en plus reconnue.

Gi a trouvé le Président Iglesias de la BID confiant dans la participation effective des USA (problèmes budgétaires) à la 7ème reconstitution des fonds. Gi a fait part de son appréciation pour la première étape de la réorganisation de la banque, effectivement bien engagée, et exprimé le voeu d'un renforcement de la place occupée par les pays européens dans la BID et le subcontinent

latino-américain. Ce renforcement est d'ailleurs préconisé par le "Groupe des Sages" en fonction des nouvelles politiques prévues par la BID. Les entretiens avec le Fonds monétaire international (Directeur Whittome), le Département du Trésor US (Sous-Secrétaire Folsom) et le USTR (Ambassadeur Lavorel) ont porté respectivement sur la stratégie d'ajustement et de désendettement, sur l'action des autorités américaines dans le cadre des institutions de développement ainsi que sur les négociations commerciales multilatérales du Cycle d'Uruguay et l'accession de la Chine au GATT.

Konsultation Schweiz - Internationaler Währungsfonds (IWF) zur
"Erweiterten Strukturanpassungsfazilität" ("ESAF")

Am 11. Oktober 1989 fand in Bern ein Konsultationstreffen zwischen einer Delegation des Internationalen Währungsfonds und Vertretern des EFD, des EDA und des EVD statt. Die durch Vizedirektor Kaeser (Eidg. Finanzverwaltung) geleiteten Gespräche dienten dem Informations- und Meinungs austausch zur "Erweiterten Strukturanpassungsfazilität" des IWF. Die Fazilität ermöglicht die Vergabe zinsgünstiger Kredite an Entwicklungsländer, welche sich einem wachstumsorientierten wirtschaftlichen Anpassungsprogramm unterziehen. Der Schweiz, die seit 1989 mit 200 Millionen Sonderziehungsrechten (SZR) an der insgesamt 6 Milliarden SZR betragenden Fazilität beteiligt ist, stehen gewisse Mitspracherechte bei der Handhabung von ESAF zu.

Die schweizerische Entwicklungszusammenarbeit räumt der Unterstützung der ärmsten Bevölkerungsgruppen Priorität ein. Dementsprechend verfolgt die Schweiz die Frage negativer sozialer Auswirkungen der wirtschaftlichen Anpassungsprogramme (Verschärfung von Einkommensdisparitäten, Verschlechterungen im Schul- und Gesundheitswesen wegen staatlicher Sparmassnahmen) mit besonderer Aufmerksamkeit. Anlässlich der Konsultation wurde schweizerischerseits betont, dass wirtschaftliche Anpassungsprogramme nicht erfolgreich sein können, wenn sie die ärmsten Bevölkerungsschichten übermässig belasten und zu sozialen Spannungen und Unruhen führen. Die IWF-Vertreter informierten über spezielle Programme zur Linderung negativer sozialer Auswirkungen; innerhalb des IWF verstärkte sich zudem die Tendenz, soziale Aspekte von Anfang an in die Anpassungsprogramme zu integrieren.

Einen weiteren Themenkreis der Konsultation bildeten die Auswirkungen der Liberalisierung des Aussenhandels der Entwicklungsländer. Problematisch scheinen insbesondere Importe von Kriegsmaterial und Luxusgütern. Das von den Anpassungsprogrammen geförderte Exportwachstum wird zudem meist von traditionellen Agrarexporten (Kaffee, Kakao, usw.) getragen, was die Abhängigkeit von der Preisentwicklung auf den internationalen Rohstoffmärkten aufrecht erhält.

Ebenfalls zur Sprache kamen die Belastung des Entwicklungsprozesses durch den Schuldendienst sowie die Förderung des regionalen Handels zwischen Entwicklungsländern.

Die Delegation des IWF informierte im übrigen über den aktuellen Stand der Kreditvergabe. Diese kommt nur langsam voran. Die Kreditnachfrage seitens der Entwicklungsländer bleibt hinter den Erwartungen zurück. Ursache der geringen Attraktivität von ESAF scheinen alternative, mit weniger strenger Konditionalität verbundene Kreditmöglichkeiten zu sein.

Ein weiteres Konsultationstreffen soll im Frühjahr 1990 stattfinden.

K. JACOBI



Referenzen und Initialen

i. A. 22.14.7.3. CB/BRS

Adresse (für Telex an Dritte)

Chiffriert

<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Ja	Nein

Priorität

<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Norm.	Dring.	Flash

Faktura

Text erg.

F.I.

Absender

Presse et Info

Seite-Nr.

1

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode
wochentx					

Informations hebdomadaires rapides no 43/89 du 23.10.89

1) Rencontre informelle Président de La Confédération Delamuraz (D.) avec Le Chancelier Vranitzky (V.).

Samedi 14 octobre 1989, D. s'est entretenu en Thurgovie avec Le Chancelier autrichien Vranitzky. Cette rencontre informelle avait été organisée dans la perspective de la réunion d'automne des ministres des pays de l'AELE qui aura lieu le 27 octobre prochain à Genève. Les échanges de vues ont porté principalement sur le problème de l'intégration européenne. La question des transports, la situation en Europe de l'Est et nos relations bilatérales en général ont également été abordées. (voir informations détaillées dans "Informations hebdomadaires" 43/89).

2) Offizieller Arbeitsbesuch der islaendischen Praesidentin Vigdis Finnbogadottir in Bern. Gespraechе vom 17. Oktober 1989

Unter Vorsitz Bundespraesident Delamuraz und im Beisein von Bundesrat Felber wurden Aspekte Integrationsprozess und Zusammenarbeit EG/EFTA sowie Entwicklungen in Osteuropa mit islaendischer Praesidentin und Aussenminister Hannibalsson diskutiert, wobei letzterer islaendischerseits die Substanz der

Datum: 23.10.89

Visum:

Tel. intern 30.66

K. J. L.

Referenzen und Initialen

Adresse (für Telex an Dritte)

Chiffriert

Ja

Nein

Priorität

Norm.

Dring.

Flash

Faktura

Text erg.

F.I.

Absender

Seite-Nr.

2

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode

Gespraechе bestritt. Im Integrationsbereich ist Island als gegenwaertiges Praesidialland EFTA besonders interessiert, gemeinsame Positionen der Mitgliedslaender zu finden. Bevor in Verhandlungen mit EG eingetreten werden kann, muessen 'l'acquis communautaire' genau definiert und Optionsmoeglichkeiten in bezug Ausgestaltung europaeischen Wirtschaftsraumes ausgelotet werden. Wichtigkeit gleichberechtigter Partnerschaft EG-EFTA betont.

Bezueglich Entwicklungen Osteuropa gab schweizerische Seite Beschreibung Hilfsmassnahmen, die Bundesrat Parlament vorlegen moechte. Beide Delegationen befuerworten rasche Massnahmen. EFTA sollte auch gemeinsame Position in bezug allfaelliger Annaeherungsversuche von Polen oder Ungarn finden. (s. auch 'l'Informations hebdomadaires' 43/89).

3) Enlèvement de deux représentants du CICR et d'une hôtesse de Swissair au Liban

Pour la première fois depuis le 6 octobre dernier, date de l'enlèvement des deux techniciens orthopédistes du CICR, les ravisseurs, ou présumés tels, se sont manifestés dans la nuit du 16 au 17 octobre dernier. La formule employée a été un ultimatum, sous forme d'un appel téléphonique à une agence de

Datum: _____

Visum: _____

Tel. intern. _____

Referenzen und Initialen

Adresse (für Telex an Dritte)

Chiffriert

<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
--------------------------	--------------------------

Ja Nein

Priorität

<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
--------------------------	--------------------------	--------------------------

Norm. Dring. Flash

Faktura

<input type="checkbox"/>

Text erg.

<input type="checkbox"/>

F.I.

<input type="checkbox"/>

Absender

--

Seite-Nr.

3

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode
<input type="checkbox"/>					

presse internationale, donnant 3 jours aux autorités suisses pour libérer le pirate de l'air Hariri, chiite libanais purgeant en Suisse une peine de réclusion à vie.

Comme indiqué en détail par notre communication par voie rapide du 18 octobre, le Conseil fédéral a publié le même jour une déclaration condamnant l'enlèvement, demandant la libération des deux représentants du CICR et réaffirmant sa volonté d'appuyer étroitement le CICR pour atteindre cet objectif. La collaboration entre le DFAE et le CICR est exemplaire, Genève étant chargé de la responsabilité opérationnelle, Berne d'un appui informatif et diplomatique. Le CICR intensifie les contacts déjà pris avec les différents groupes présents sur le scène libanaise et annonce des démarches à plus haut niveau auprès des autorités de Damas, de Téhéran, de Libye et du siège L'OLP.

A ce jour, les responsables des diverses organisations au Liban ont toutes démenti une quelconque participation dans l'enlèvement et promis leur appui pour faire libérer nos compatriotes. L'OLP de Yasser Arafat et le Fatah Conseil révolutionnaire d'Abu Nidal s'accusent mutuellement de cette prise d'otage, Abu Nidal, par voie de presse, paraissant même disposé à accueillir une délégation suisse sur place. La com-

Datum: _____

Visum: _____

Tel. intern. _____

Referenzen und Initialen

Adresse (für Telex an Dritte)

Chiffriert

<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
--------------------------	--------------------------

Ja Nein

Priorität

<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
--------------------------	--------------------------	--------------------------

Norm. Dring. Flash

Faktura

<input type="checkbox"/>

Text erg.

<input type="checkbox"/>

F.I.

<input type="checkbox"/>

Absender

--

Seite-Nr.

4

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode

plexité du jeu des factions au Liban ne favorise pas les efforts en cours et l'on n'ose espérer une solution rapide du cas. Le seul signe des présumés ravisseurs a été si vague qu'il est difficile d'évaluer de manière certaine l'authenticité de la menace proférée. A noter, en ce sens, que le délai fixé par l'ultimatum est écoulé.

Comme le laissait prévoir notre dernière communication, l'hôtesse de Swissair Astrid Fischer, enlevée le 8 octobre dernier près de Batrun, dans le nord du Liban, a été libérée par le groupe Frangié qui la détenait pour des raisons qui nous sont encore obscures. Contrairement à ce que la presse a affirmé ici ou là, le DFAE n'a aucun élément qui permette de dire que notre compatriote a trempé dans une affaire de drogue ou d'espionnage. Ce qu'il y a de sûr, c'est que son cas n'a rien à voir avec l'enlèvement des délégués du CICR. Jacobi.

////

Copie BRF JAC PB

NNNN

1

Datum: _____

Visum: _____

Tel. intern: _____

l. A. 22.14.7, 3.Interne Verteilerliste + dipl. Vertretungen

Betrifft:

IH + DP 43/89

Departementsvorsteher		BRF
Dipl. Sekretär	Hr. Combernous	CD
pers. Mitarbeiterin	Frau Hanselmann	HMG
Generalsekretariat	Hr. Schaller	SRU
	Hr. Meier	MEF
Politischer Direktor, Staatssekretär	Hr. Jacobi	JAC
Sekretariat Staatssekretär	Hr. Kupfer	KU
Protokoll	Botschafter Dayer	DD
Politisches Sekretariat	Botschafter Ducrey	DY
Politischer Dokumentationsdienst, Kanzlei pol. Sekretariat		W 338
KSZE-Dienst	Hr. Widmer	WI
Politische Sonderfragen	Minister von Arx	AX
Finanz- und Wirtschaftsdienst	Minister Lautenberg Hr. Fivat	LA FIV
Pol. Abteilung I	Botschafter Staehelin Hr. Woker Hr. Pardo	SIN PR
Dienst Frankophonie	Hr. Kammer	KJF
Europarat	Hr. Richard	RA
Pol. Abteilung II	Botschafter Ruegg Hr. Chappuis	RUE CFR
Sektion f. kons. Schutz	Hr. Duboulet	DC
Auslandschweizersekretariat	Minister Fetscherin	FN
Koordinator Internationale Flüchtlingspolitik	Botschafter Weiersmüller	WER
Fremde Interessen	Hr. Ghisler	GH
Direktion f. int. Organisationen	Botschafter Keusch Minister Erard Minister Gyger	KJP ER GWB
Sektion Vereinte Nationen und intern. Organisationen	Hr. Hofer	HER
Berater für europäische Weltraumzusam- menarbeit	Hr. Creola	CRE
Sektion intern. wissenschaftliche Angelegenheiten	Hr. Hofmann	HOF

Sektion für intern. Umweltangelegenheiten	Hr. Schmid	SCW
Sektion f. kulturelle und UNESCO- Angelegenheiten	Frau Meier	MM
Sekretariat der nationalen schweiz. UNESCO-Kommission	Hr. Theurillat	TB
Direktion für Völkerrecht	Botschafter Krafft Minister Godet Minister von Däniken	KT GT VDF
Sektion Völkerrecht	Hr. Baumann	BWE
Sektion Entschädigungsabkommen	Hr. Bühler	BC
Sektion Staatsverträge	Hr. Rubin	RC
Sektion Landesgrenze- und Nachbarrecht	Hr. Dubois	DS
Sektion Verkehr Seeschiffahrtsamt Basel	Direktor Hulliger Stellvertr. Direktor Haenggi	HG
DVA	Botschafter Manz Frau Krieg	MA KRI
Sicherheitsbeauftragter	Hr. Iten	IT
Sektion Rekrutierung und Ausbildung des Personals Personalsektion	Hr. von Graffenried Hr. Brogini/Hr. Reich	GRP BRO/RE
Sektion Buchhaltung und Informatik	Hr. Savoye	SAV
D. f. verw. rechtl. Angelegenheiten	Hr. Welti	WP
Sektion Bezüge und Zulagen Verwaltungsinspektorat	Hr. Bollinger Hr. Castelli	BOL CS
Kuriersektion	Hr. Schweizer	SRJ
Direktion für Entwicklungszusammenarbeit und humanitäre Hilfe Stellvertr. Direktor	Botschafter Staehelin Hr. Wilhelm	SFR WM
Delegierter für Katastrophenhilfe im Ausland Vizedirektor	Hr. Rädtersdorf Hr. Giovannini Hr. Dannecker Hr. Beti Hr. Pasquier Frau Schelling R. Hr. Melzer	RAE GI/ DAN BEI PA SGR MEL
Informationsdienst Multilaterale Angelegenheiten Sektion human. Nahrungsmittelhilfe Forschung und Politik	Botschafter Kellenberger	Ke
Integrationsbüro EDA/EVD	Botschafter Vallon	VAL
CH-91	Hr. Bill	BH

+ Vertrauliche Umschläge:

- Hr. Lorétan, Bundeshaus-West, W 134

- Seeschiffahrtsamt, Basel

- Botschafter Raymond Probst, Brunnaderstr. 76, Bern
(durch Chauffeur zugestellt)

Per Kurier an die diplomatischen Vertretungen in:

Abidjan	Hamburg	Panama
Abu Dhabi	Hanoi	<u>Panmunjom</u>
Addis Abeba	Harare	Paris (3)
Akkra	Havanna	Prag
Alger	Helsinki	Pretoria
Amman	Hong Kong	Quito
Amsterdam	Houston	Rabat
Ankara	Islamabad	Rio de Janeiro
Antananarive	Istanbul	Rom
<u>Asuncion</u>	Jakarta	San Francisco
Athen	Johannesburg	San José
Atlanta	Kairo	Santiago de Chile
Bagdad	Karachi	Sao Paulo
Bangkok	<u>Khartoum</u>	Singapur
Barcelona	Kigali	Sofia
Beijing	Kinshasa	Stockholm
<u>Beirut</u> NIKOSIA	Kopenhagen	Strassburg+Europarat
Belgrad	Kuala Lumpur	Stuttgart
Berlin/BRD	Kuwait	Seoul
Berlin/DDR	Lagos	Sydney
Bogota	La Paz	Teheran + Fremde Interessen
Bombay	Lima	Tel-Aviv
Bonn	Lissabon	Tokio
Bordeaux	London	Toronto
Brasilia	Los Angeles	Tripolis
Brüssel+Mission	<u>Luanda</u>	Tunis
Budapest	Luxembourg	Vancouver
Buenos Aires	Lyon	Warschau
Bukarest	Madrid	Washington
Canberra	Mailand	Wellington
Caracas	Manchester	Wien
Chicago	Manila	Yaoundé
Colombo	<u>Maputo</u>	Zagreb
<u>Conakry</u>	Marseille	Riad
Dakar	Melbourne	+ Mission permanente de la Suisse
Damaskus	Mexiko	après des O.I., Wien
Dar es Salaam	Montreal	
Den Haag	Monrovia	
Dhaka	Montevideo	
Djeddah	Moskau	
Dublin	München	
Düsseldorf	Nairobi	
Frankfurt a/Main	New Delhi	
Genua	New York, UNO+GK	
Guatemala	Osaka	
	Oslo	
	Ottawa	

Diverse:

- Genf, OI
- R. Mantelli, BAWI
- Divisionär Petitpierre, EMD
- R. Probst, BE (ehem. Staatssekretär)
- interne Verteilerliste
- IH+DP